

Emile MATAN

Par : Eric Bernard



Service historique de la Défense, Vincennes

- Informations
 - Nom : MATAN
 - Prénom(s) : Emile
- Etat civil
 - Date de naissance : 26/06/1896
 - Ville de naissance : Saint-Genies-de-Malgoires
 - Département de naissance : Gard
 - Pays de naissance : France
 - Profession avant guerre :
 - boucher
 - Date de décès : 28/08/1973
 - Lieu de décès : Montpellier (Hérault)
- Résistance
 - Organisation(s) de résistance :
 - Mouvement de libération nationale
 - NAP
 - Loyola
 - Pseudonyme : Malliot
 - Date d'engagement : 01/10/1940
 - Département(s) de résistance : Hérault
- Arrestation et condamnation
 - Date d'arrestation : 07/12/1942
 - Lieu d'arrestation : Montpellier

- Département d'arrestation : Hérault
- Juridiction de condamnation : Cour d'appel - Montpellier
- Date de condamnation : 02/04/1943
- Motif(s) de condamnation :
 - Détention et distribution de tracts séditieux
- Peine infligée : Prison
- Durée de la peine : 18 mois
- Parcours carcéral :
 - Montpellier
 - Eysses
 - Compiègne
- Eysses
 - Date d'arrivée à Eysses : 15/10/1943
 - Numéro d'écrou à Eysses : 2403
 - Préau ou autre affectation :
 - Préau 2
 - Motif de la levée d'écrou : Remis aux autorités allemandes
 - Date de la levée d'écrou : 30/05/1944
 - Durée de détention : 0 an(s), 7 mois, 15 jour(s)
- Déportation
 - Déporté
 - Lieu de départ : Compiègne
 - Date de départ : 18/06/1944
 - Parcours concentrationnaire :
 - Dachau
 - Allach (Kdo Dachau)
 - Matricule : 73733
 - Situation en 1945 : Libéré
 - Date : 30/04/1945
 - Lieu : Allach
- Reconnaissance
 - Médaille de la Résistance
 - Date du décret MRF : 24/04/1946

Biographie

Émile Eugène Matan naît le 26 juin 1896 à Saint-Génies-de-Malgoirès dans le Gard. Son père, Émile Matan, est voyageur de commerce et sa mère, Emilie Peyron, est blanchisseuse. Après l'obtention de son certificat d'études primaires, il se destine à la

profession de cuisinier. Mobilisé en 1915, il termine la guerre comme canonnier dans l'artillerie lourde. Il est démobilisé le 17 septembre 1919 et reçoit une citation à l'ordre de la Batterie ainsi que la médaille de Verdun. En 1920, Émile s'installe avec sa famille à Montpellier et sera successivement contremaître, chef de fabrication et chef du personnel au sein d'une grande biscuiterie montpelliéraine. Dès la fin des années 1920, il s'engage dans une vie syndicale, politique et associative très riche. Militant au sein de la section SFIO de Montpellier, il en est le trésorier et est à plusieurs reprises élu au conseil fédéral en 1935, 1936 et 1937. Il est également secrétaire général du syndicat CGT de la biscuiterie de Montpellier. En 1935, il est élu conseiller municipal de Montpellier, délégué aux sports, aux fêtes et au bureau de bienfaisance. Parallèlement à ce mandat, il est membre de la Libre pensée, de la Ligue des droits de l'homme et de la loge Auguste Comte (créée en 1913 à Montpellier, affiliée à la Grande Loge de France) de Montpellier.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale survient, Émile est mobilisé au titre d'une affectation spéciale à la fabrication du pain de guerre jusqu'à sa démobilisation le 29 juin 1940. À l'automne 1940, il rejoint le Mouvement de libération nationale d'Henry Frenay et devient très vite chef de secteur du service de propagande. Agent de renseignements NAP très actif, sous le pseudonyme de Malliot, il est nommé en juin 1942 chef départemental de l'Armée secrète de combat. Il agit au sein du réseau Loyola dans l'Hérault (branche du réseau Alexandre), ce qui l'amène à entrer en relation avec tous les mouvements de résistance du département.

Sur dénonciation, Émile est arrêté le 7 décembre 1942 par le service de police judiciaire (section affaires politiques) et subit plusieurs interrogatoires durant lesquels il ne révèle aucun nom de responsable. Interné à la maison d'arrêt de Montpellier à compter du 12 décembre 1942, il est condamné par le tribunal correctionnel de Montpellier le 15 février 1943 à une peine de 18 mois d'emprisonnement et 10 000 F d'amende pour « détention et distribution de tracts de nature à nuire à l'esprit des populations ». Le 15 octobre 1943, il est transféré à la centrale d'Eysses de Villeneuve-sur-Lot où il reçoit le numéro d'écrou 2403 et est affecté au préau 2. Émile participe à l'action des 9, 10 et 11 décembre 1943 visant à empêcher la livraison aux Allemands de 109 internés administratifs de la centrale. Il prend également une part active à la tentative d'évasion collective des 19 et 20 février 1944.

Le 30 mai 1944, Émile et ses codétenus sont remis par les autorités de Vichy à la division SS *Das Reich* pour être transférés au camp de Compiègne-Royallieu où il arrive le 3 juin et se voit attribué le matricule 39543. Il en repart le 18 juin, pour le camp de concentration de Dachau. Le convoi qui compte 2 139 hommes, dont plus de la moitié proviennent de la centrale d'Eysses, arrive à Dachau le 20 juin. Après trois semaines au bloc de quarantaine, Émile est envoyé au *Kommando* extérieur d'Allach avec le matricule 73733

et est assigné à des travaux de terrassement extrêmement pénibles. Il voit la fin de son calvaire avec la libération d'Allach par les troupes américaines le 30 avril 1945. Un mois plus tard, après un passage par le centre de rapatriement de Mulhouse, il retrouve les siens à Montpellier. Si son état de santé est jugé « bon » lors de son rapatriement, il gardera néanmoins un certain nombre de séquelles de sa déportation.

En 1946, Émile quitte la SFIO et adhère au Parti communiste après avoir intégré fin novembre le cabinet de Marcel Paul , ministre de la Production industrielle. En 1947, il devient président du conseil des prud'hommes de Montpellier et, en mars 1948, il est de nouveau conseiller municipal. En 1953, il est exclu du PCF et renoue six ans plus tard avec la SFIO. Parallèlement à ses engagements politiques, Émile assume de nombreuses responsabilités associatives dont celle d'administrateur de l'AGMG (Association générale des mutilés de guerre) et de vice-président de la FNDIR (Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes). En 1970 il devient membre du Conseil départemental des anciens combattants de l'Hérault. Entre novembre 1945 et janvier 1962, Émile se voit attribuer de nombreuses distinctions dont la médaille de la Résistance française par décret du 24 avril 1946. En août 1950, il obtient le statut de déporté résistant et, en 1951, il reçoit le grade de capitaine 1re classe FFC au titre du réseau Alexandre-Loyola NAP combat. Il est fait chevalier de la Légion d'honneur en 1949 et est promu au grade d'officier de la Légion d'honneur en 1962.

Émile Matan décède à Montpellier le 28 août 1973. En novembre 2019, le conseil municipal de Montpellier crée une rue à son nom.

Bibliographie

- Amicale des anciens détenus patriotes de la centrale d'Eysses. L'insurrection d'Eysses (19-23 février 1944). Une prison dans la Résistance, Éditions sociales, 1974